

L'atlantisme de l'Union européenne n'est plus à démontrer tant la classe politique est plus zélée à protéger les intérêts de Washington que ceux des citoyens européens dont ils sont (même s'ils ne s'en souviennent plus) les représentants. Voilà une situation (avec l'espionnage de masse de la NSA, et sa position vis-à-vis de l'Ukraine) qui en dit long sur la mise en place d'un accord de libre échange entre les USA et l'Union européenne où l'avis des peuples d'Europe, qui pourrait se faire via un référendum, est complètement évacué.



La Commission européenne a proposé mercredi d'interdire le clonage animal à but alimentaire dans l'UE. Mais elle a renoncé à bannir la vente de viande ou de lait des descendants des animaux clonés pour ne pas indisposer ses partenaires commerciaux, notamment américains.

« Cela ne veut pas dire que nous n'en avons pas parlé pendant la réunion » de la Commission. « Nous avons discuté de toutes les possibilités, y compris de l'étiquetage de la viande de bovins descendants d'animaux clones, et jugé qu'il fallait procéder à une analyse approfondie », a annoncé le commissaire européen chargé de la Santé, Tonio Borg, au cours d'une conférence de presse.

Au sein de l'Union européenne, le clonage animal à but alimentaire ne se pratique qu'au Danemark. La viande de clones ne se mange pas en raison du prix très élevé de ces spécimens. Mais leurs embryons et semences sont commercialisés et exportés, et leurs descendants sont élevés en particulier aux Etats-Unis, en Argentine, au Brésil et en Uruguay.

L'UE importe chaque année entre 300'000 et 500'000 tonnes de viande bovine des Etats-Unis et d'Argentine, pays qui ont autorisé le clonage à des fins commerciales, mais n'ont aucun système de traçabilité.

La Commission, le Parlement européen et les gouvernements avaient échoué une première fois, en 2011, à s'entendre sur un encadrement, après trois ans de négociations infructueuses. Les Etats jugeaient exagérées les exigences de traçabilité des eurodéputés.

Le Parlement demandait une traçabilité très poussée pour informer les consommateurs de toute trace de viande issue de bête clonée, en remontant à plusieurs générations.

Cela aurait imposé aux Etats-Unis et à l'Argentine de mener des contrôles qu'ils ne veulent pas réaliser. L'Union européenne aurait été obligée de bloquer les importations, au risque d'une nouvelle guerre commerciale similaire à celle provoquée jadis par l'interdiction du boeuf aux hormones américain.